



Jean-Louis Guigou Délégué général d'IpeMED

## Comment financer les projets de l'UPM ?

Le pipeline des projets publics d'infrastructures dans les pays du Sud et de l'Est (Psem) de la Méditerranée est estimé sur les cinq prochaines années à quelque 200 milliards d'euros. Face à de tels besoins, trois sources de financement sont possibles :

- les contributions de l'Union européenne. Pour la période actuelle (2006-2013), elles sont d'un milliard par an. Si l'Union consentait pour

la période de 2014-2021 au même effort que pour les Peco, le montant s'élève -rait à 10 milliards par an. De telles augmentations sont illusoire ! À moins que la Méditerranée ne s'impose comme une priorité ;

- les crédits de la BEI, des agences bilatérales ou multilatérales de coopération et de développement. Mais, les Psem rechignent à s'endetter encore pour financer des projets souvent inspirés et exécutés par le Nord !
- les investissements à long terme. Ils ont besoin d'être sécurisés. Dans l'Alena ou Asean + 3, les IDE du Nord vers le Sud atteignent 15% à 18% du total des IDE des pays du Nord. Dans l'Euro-méditerranée, ils ne dépassent

pas 3% et les investisseurs du Sud fuient souvent la région.

Avec un accord régional qui assurerait la protection juridique et un fonds d'assurance qui mutualiserait les risques, il serait possible de contribuer au développement durable des Psem.

Et si en plus, il y avait une Institution financière dédiée à la Méditerranée ?... Car, nul n'en doute, la sortie de crise pour l'Europe passe en partie par la Méditerranée.

À Rabat, le 25 février, l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée (2IM), réunie par la CDG, la CDC et IpeMED, devrait permettre de progresser.

# Une leçon de la crise grecque

Il y a deux ans, lors d'une réunion du Comité de par-rainage politique d'IpeMED, l'ancien Premier ministre espagnol, Felipe Gonzales, s'était posé la question suivante : « Dans un monde en pleine recomposition avec le renforcement du bloc nord-américain et l'émergence de la Chine en tant que puissance et locomotive de l'Asie, l'idée européenne est-elle encore pertinente ? » Cette interrogation visait alors à pointer du doigt le découplage entre, d'un côté, la convergence européenne en matière économique et surtout monétaire et, de l'autre, l'absence criante d'Europe politique.

Et ce manque d'Europe politique est plus que jamais d'actualité puisque mis en exergue par la crise que connaît la Grèce ainsi que les autres « Pigs » (Portugal, Irlande, Grèce et Spain pour Espagne). Soudain, la zone euro apparaît pour ce qu'elle est : un rassemblement technique de pays qui ont décidé de mettre en commun leur monnaie mais qui gardent leur souveraineté et qui, surtout, s'engagent à respecter un certain nombre de règles, notamment budgétaires et fiscales,

**LA CRISE GRECQUE DÉMONTRE QUE LE PARTENAIRE EUROPÉEN, DONT ON ESPÈRE TANT, EST TRAVERSÉ, LUI AUSSI, PAR DES CONTRADICTIONS MAJEURES.**

pour ne pas saper la crédibilité de cette monnaie. Et parmi ces règles, il y a l'impossibilité d'un *bail-out*, c'est-à-dire d'une aide financière d'un pays membre de la zone euro vers un autre.

**AUX ABONNÉS ABSENTS** Pour les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem), la crise grecque ne doit donc pas être considérée comme une péripétie lointaine car elle démontre que le partenaire européen – dont on espère tant – est traversé (lui aussi) par des contradictions majeures. En effet, qu'est-ce donc que cette Union de pays qui ne peuvent se porter secours les uns aux autres, du moins sur le plan financier ? Dès lors, comment être surpris par ce qui apparaît comme une tiédeur, voire une indifférence européenne à l'égard des Psem, puisque, justement, l'Europe politique reste aux abonnés absents ? Et comment ne pas faire le parallèle avec l'Union pour la Méditerranée (UPM) qui se fonde sur les projets économiques et qui balaye, du moins officiellement, les aspects politiques ?

En créant l'euro avant l'Europe politique, les pays membres de l'Union monétaire européenne ont certainement placé la charrue avant les bœufs. On est en droit de se demander si ce n'est pas aussi le cas pour l'UPM. Laquelle risque de se retrouver, tôt ou tard, confrontée à un besoin d'union politique...

**Akram Belkaïd**  
Journaliste et conseiller  
editorial d'IpeMED

## TRANSPORTS

**225 millions d'euros pour le tramway de Casablanca**

● Un protocole financier d'un prêt de 225 millions d'euros a été signé le 15 février entre les gouvernements marocains et français, pour le financement du matériel roulant du tramway de Casablanca. Au cours des deux années, la coopération financière entre les deux pays s'est développée par le biais, notamment, de l'instrument *Réserve pays émergents*. Une enveloppe de l'ordre d'un milliard d'euros a été mobilisée lors des deux dernières années (625 millions pour le TGV, 150 millions pour le tramway de Rabat et 225 millions pour celui de Casablanca), en plus d'un don de 75 millions pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet de TGV.



Le tramway reliera bientôt Rabat à Salé, en traversant l'estuaire du Bouregreg.

## SOLAIRE

**Desertec s'élargit**

● Desertec, le projet géant de centrales solaires au Sud de la Méditerranée a annoncé à la mi-février son intention d'accueillir en mars quatre ou cinq nouveaux partenaires, en provenance notamment de France, du Maroc et de Tunisie. Il s'agit « d'entreprises d'énergie, d'entreprises industrielles », a déclaré Paul van Son, à la tête

de la société DII qui mène le projet, sans préciser l'identité des entreprises concernées. Pour mémoire, le projet Desertec, annoncé en juillet 2009, vise à créer d'ici quarante ans et pour environ 400 milliards d'euros un vaste réseau d'installations éoliennes et solaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, qui fourniront à terme jusqu'à 15% de la consommation d'électricité de l'Europe. Il rassemble pour le moment douze sociétés, dont dix sont allemandes et l'algérien Cevital. La presse allemande avait déjà fait état de l'intérêt de plusieurs investisseurs, dont le français EDF, l'italien Enel ou encore l'espagnol Red Electrica Espana. La banque allemande Commerzbank s'est dite aussi intéressée.

## ÉLECTRICITÉ

**Les réseaux tunisiens et italiens bientôt connectés**

● Les gouvernements tunisien et italien ont convenu de prendre des dispositions pour accélérer la réalisation du projet Elmed d'interconnexion des réseaux électriques des deux pays. Elmed concerne une capacité de transit de 1 000 MW et une longueur approximative de 200 km. Ce projet prévoit aussi une centrale électrique de 1 200 MW en Tunisie, dont 400 MW pour la société tunisienne Steg et 800 MW pour le marché italien, un combustible gaz ou charbon avec la possibilité d'intégration de sources renouvelables. Tunis et Rome envisagent aussi de s'associer en Méditerranée pour l'exploration et la production pétrolière et gazière.

■ **+4,1%** C'est le taux de croissance du PIB que la Tunisie prévoit d'atteindre en 2010, selon Mohamed Nouri Jouini, ministre du Développement et de la Coopération internationale. En 2009, et malgré la crise mondiale, l'économie tunisienne a enregistré une croissance de 3,1% grâce notamment à la production agricole en hausse de 6%.

## TOURISME

**Coup de mou en Méditerranée en 2009**

● Les pays méditerranéens ont connu une baisse de 4,6% des entrées touristiques en 2009 comparativement à 2008, selon les chiffres de la Mediterranean Travel Association. Les trente pays ont enregistré 285 millions



d'arrivées internationales en 2009, contre 300 millions en 2008. Les pays de la rive sud ont mieux résisté que ceux de la rive nord, où les entrées ont reculé de 7%. La fréquentation y est passée de 217 millions d'étrangers en 2008 à 202 millions en 2009. Selon l'association, « cette baisse est la plus importante depuis 2000 ». Conséquence: la part de la Méditerranée touristique à l'échelle internationale a reculé de 0,11% pour s'établir, en 2009, à 32,40%.

## AUTOMOBILE

**Projets d'usine en Algérie**

● Le groupe émirati Aabar Investments a décidé de participer à la construction d'une usine de véhicules en Algérie, à hauteur de 24,5%, en partenariat avec le gouvernement algérien et des partenaires allemands (Ferrostaal, Rheinmetall, Daimler, Deutz et MTU). Les débuts des travaux sont prévus

## FOCUS UPM

**La recherche scientifique financée**

● Dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UPM), l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) cofinancera douze projets de coopération scientifique internationale. Ces projets ont fait l'objet d'un appel d'offres, dont la sélection s'est déroulée les 8 et 9 février 2010 à Pirano, siège de l'Université internationale euro-méditerranéenne (Emuni). Parmi les projets lauréats:

- *Approche spatialisée de l'impact des activités agricoles au Maghreb sur les transports solides et les ressources en eau de grands bassins versants* UMR Hydro-Sciences Montpellier, Universités Montpellier 1 et Montpellier 2,
- *Médiation publique dans les métropoles du Maghreb et du Moyen-Orient: entre concurrences foncières et accès au logement* Institut français du Proche-Orient (Damas),
- *Ville durable méditerranéenne: un bilan des premières expérimentations sur la rive sud* Cedej (Égypte),
- *Vers un entrepreneuriat trans-méditerranéen? Les stratégies d'internationalisation des entreprises maghrébines et de réinvestissement des Maghrébins d'Europe* Institut de recherche sur le Maghreb contemporain de Tunis, CNRS français (Tunisie).

pour 2010, l'usine devant produire jusqu'à 10 000 véhicules par an, en partie destinés à l'armée algérienne. Pour l'implantation de l'usine, on avance les sites de Tiaret, Aïn Smara et Oued Ahmimine dans la région de Constantine. De son côté, Renault a confirmé avoir pour projet l'ouverture d'une usine à l'Est d'Alger.

**Petit déjeuner de la Méditerranée**

Comme chaque mois, Ipemed organise à Paris un petit déjeuner où les chefs d'entreprises méditerranéennes débattent de manière informelle et conviviale. Prochaine rencontre: « Les autoroutes de la mer, facteur de cohésion et de développement de l'espace euro-méditerranéen? ». En présence de Marc Abeille, maître de conférences à Paris I et auteur de la préface de cette étude.

Vendredi 12 mars 2010 Réservation indispensable. 01 56 54 30 50 • communication@ipemed.coop

**Méditerranée 2030**

Ipemed organise à Paris la réunion plénière de son projet de prospective « Méditerranée 2030 » avec la participation des représentants des principaux organismes de prospective des deux rives de la Méditerranée. Lancé le 21 avril 2009, ce projet phare d'Ipemed entend faciliter l'élaboration d'une vision prospective commune aux pays membres de l'Union pour la Méditerranée.

25 mars 2010 à Paris • macarena.nuno@ipemed.coop

**Souk pour la recherche**

La Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures et l'Université euro-méditerranéenne (Uniem) organisent le deuxième Souk Euro-Méditerranéen pour la recherche. Cette conférence, sur le thème « Vivre ensemble dans une société multiculturelle », permettra aux participants de présenter leurs projets sur les priorités de l'Union pour la Méditerranée.

14 juin 2010 • www.ecomed-expo.com

# Établir une vision commune et tracer un futur possible

L'ensemble méditerranéen a développé un tissu de relations économiques, politiques et humaines qui lui confère une dimension régionale certaine. Cette intégration régionale est aussi bien de fait que de droit, avec un tissu d'accords allant le plus souvent au-delà de la dimension strictement commerciale et associant plusieurs partenaires. Cependant, elle est d'ampleur variable, selon les pays et les sous-régions qui composent l'ensemble. Si l'Europe latine, les Balkans, le Proche-Orient et le Maghreb se situent dans une continuité géographique, leur hétérogénéité économique et institutionnelle est patente. Face à cette hétérogénéité, la Méditerranée est en devenir et fait l'objet d'un investissement politique et privé. Les motivations sont variées, à l'image des enjeux des pays et des populations. Mais ces initiatives tendent toutes à tisser plus fortement ce que l'histoire a fait et défait, à accélérer une convergence vers un mieux-être de la région, à accroître enfin sa place dans le monde face aux États continents asiatique ou américain.

**UNE PROSPECTIVE NÉCESSAIRE** Jusqu'à présent, la Méditerranée n'a pas été pensée comme une entité et il n'existe guère de vision d'avenir associée à cette région. Chaque pays riverain ne partage pas les mêmes priorités. Cela est vrai entre la rive nord et la rive sud qui ont des niveaux de

**EN AVRIL 2009, IPEMED A LANCÉ UN VASTE PROCESSUS DE PROSPECTIVE QUI ASSOCIE DES CENTRES INSTITUTIONNELS ET PRIVÉS EN VUE D'ÉLABORER UNE VISION COMMUNE DE LA MÉDITERRANÉE EN 2030.**

développement différents et des processus d'intégration sans commune mesure. Cela est aussi vrai entre les pays des sous-régions (Europe latine, Balkans, Proche-Orient et Maghreb) qui ont des niveaux de vie, des ressources naturelles ou humaines, des spécialisations industrielles, des processus politiques hétérogènes. Dès lors, une prospective de ce que devrait et pourrait être cet ensemble régional plus intégré est apparu nécessaire pour envisager un avenir commun.

En avril 2009, Ipeмед a lancé, en partenariat avec les organismes d'étude euro-méditerranéens (Carim, Ciheam, Femise, OME), *Méditerranée 2030*, un vaste processus de prospective qui a pour but d'associer les centres institutionnels et privés de la région spécialisés dans la prospective en vue d'élaborer ensemble une vision commune de la Méditerranée en 2030. Cette vision doit vérifier si les tendances lourdes et les points de rupture sont des éléments de convergence ou de divergence. Elle se doit d'être partagée par l'ensemble des acteurs qui font la Méditerranée et associer les expertises nationales. Elle mérite également d'être pluridisciplinaire pour envisager les enjeux de long terme dans tous les domaines et leurs interactions systémiques, pour croiser les regards. En 2010, une phase de production importante débute. Les premières conclusions du projet (présentation des scénarios tendan-



**À PARAÎTRE**

**Méditerranée 2030**  
Panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques

GUILLAUME ALMERAS,  
CÉCILE JOLLY  
Ipeмед,  
mars 2009,  
bilingue

● Cet ouvrage définit les grandes lignes d'une prospective méditerranéenne à l'horizon 2030. Les auteurs dressent sans complaisance un état des lieux des réalités méditerranéennes à travers quelques grands enjeux. Ils cernent les risques qui pèsent sur la région avant d'esquisser trois scénarios possibles pour nous permettre d'envisager des réactions face à ces risques.

ciels sectoriels et régionaux) seront dévoilées lors d'une réunion plénière le 25 mars 2010 dans les locaux du Quai d'Orsay. L'objectif, à court terme, est d'élaborer un premier document qui sera présenté à l'occasion du deuxième sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'U.P.M. S'ensuivront une série de sessions de travail où des approfondissements sectoriels seront proposés ainsi que la mise en place d'une modélisation et d'une quantification des scénarios régionaux élaborés. Cette période permettra également d'élargir le consortium à des entreprises de la région soucieuses d'être actrices de leur avenir.

Cécile Jolly et Macarena Nuno

## ÉTUDE

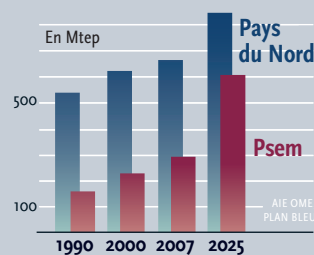
### Le secteur énergétique dans le Bassin méditerranéen

«Situation et prospective 2025», novembre 2009

Cette étude du Plan Bleu examine deux scénarios d'évolution du secteur énergétique méditerranéen. Le premier (scénario tendanciel ou de base) est fondé sur les principales orientations des stratégies énergétiques nationales et des grandes compagnies. Ce scénario exclut toute priorité accordée à la sobriété énergétique. À l'horizon 2025, la demande régionale d'énergie primaire atteindrait

ainsi 1 457 Mtep contre 955 Mtep en 2007, soit un accroissement annuel moyen de 2,4%. De son côté, la demande des Psem connaîtrait un taux de croissance quatre fois plus élevé que celle des pays du Nord de la Méditerranée (PNM), leur part dans la consommation totale passant de 30 à 42%. La demande énergétique se caractériserait aussi par un triplement de la demande d'électricité pour l'ensemble des Psem. Dans le scénario alternatif, les hypothèses retenues sont fondées sur des croissances économiques plus soutenues que dans le scénario tendanciel :

### La demande d'énergie augmentera considérablement dans les Psem



5% par an pour les Psem, 2,1% pour les PNM. D'autres éléments sont intégrés: les progrès des politiques nationales en matière d'efficacité énergétique, le développement rapide des énergies renouvelables, celui de la coopé-

ration régionale, à travers notamment le lancement du Plan solaire méditerranéen et les évolutions technologiques. À l'horizon 2025, la demande d'énergie primaire serait donc contenue à près de 1 160 Mtep et la demande d'électricité ne serait que de 2280 TWh. La consommation régionale d'énergie serait réduite de 20% et celle d'électricité de 23%, plus de la moitié des réductions se produisant dans les Psem. De plus, une économie de plus de 100 milliards de m<sup>3</sup> sur la demande de gaz naturel, soit près du tiers de la demande actuelle, pourrait être réalisée.

## Rencontre entre patrons algériens et français



**Bernard Guirkinge**, Suez environnement



**Nassim Kerdjoudj**, PDG de Net-skills



**Jean-Paul Bailly**, Président du Groupe La Poste



**Réda Hamiani**, Président du FCE



**Xavier Beulin**, PDG de Sofiproteol



**Slim Othmani**, PDG de NCA



**Henri Nallet** Conseiller du président des Laboratoires Servier

PHOTOS : JEAN-MICHEL RILLON

Le 5 février 2010, dans le cadre des petits déjeuners mensuels de la Méditerranée, Ipemed a organisé un débat consacré aux relations économiques entre l'Algérie et la France. Réda Hamiani, le patron des patrons algériens, président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), participait à cette rencontre, ainsi que Slim Othmani, président directeur général de NCA, société leader dans l'agroalimentaire en Algérie et Nassim Kerdjoudj, jeune PDG de Net-skills, entreprise en pointe dans le domaine des NTIC. Côté français, on pouvait noter la présence de Xavier Beulin, PDG de Sofiproteol, Jean-Paul Bailly, président du Groupe La Poste, Henri Nallet, ancien ministre français de l'Agriculture et conseiller du président des Laboratoires Servier. François Scheer, conseiller international d'Anne Lauvergeon et ancien ambassadeur de France en Algérie, représentait le groupe Areva. Bernard Guirkinge intervenait au nom Suez Environnement et Denis Simonneau, conseiller diplomatique de Gérard Mestrallet, pour le groupe GDF Suez.

Malgré une actualité algérienne marquée par la crise que traverse la Sonatrach et par les tensions récurrentes entre opérateurs économiques français et les autorités algériennes, les débats furent libres et dépassionnés.

**« IL EST TEMPS DE SE PROJETER VERS L'AVENIR EN UTILISANT LE CAPITAL DU PASSÉ »**  
**SOULIGNE NASSIM KERDOUJ.**

#### Les petits déjeuners de la Méditerranée

Ils permettent à des personnalités du monde économique, politique ou universitaire, originaires des deux rives, de confronter leur point de vue autour d'une grande problématique méditerranéenne. Leur format convivial autorise un débat libre avec la salle. Ils sont ouverts aux membres fondateurs, partenaires et amis d'Ipemed. Ils se tiennent une fois par mois à Paris.

**NOUVELLE APPROCHE** La partie algérienne a insisté sur la nécessité d'une nouvelle approche des opérateurs français en matière d'investissement. « Les firmes françaises doivent tenir compte du rôle accru des acteurs privés algériens, aux côtés des opérateurs publics traditionnels », a déclaré Reda Hamiani. Elles doivent aussi, selon lui, prendre en considération la présence en Algérie d'autres pays tels que la Chine, l'Inde et autres pays européens... Enfin elles pourraient « adopter des positions plus pragmatiques, inspirées du modèle anglo-saxon ». Les intervenants français ont, de leur côté, souligné l'importance d'une stabilité et d'une prévisibilité en matière de législation économique en Algérie pour améliorer, par un cadre juridique et fiscal adapté, la sécurisation des investissements dans le pays.

Les deux parties ont convenu que les bisbilles bilatérales n'ont pas épargné leurs relations, sans pour autant remettre en cause le potentiel de développement entre les deux pays. « L'histoire des relations entre la France et l'Algérie a souffert d'un mauvais dosage entre le politique et l'économique », souligne Slim Othmani. « Le politique a trop prévalu. Il faut réduire le dosage politique pour davantage relancer l'économique. » « Il est temps de se projeter vers l'avenir », conclut Nassim Kerdjoudj, « en utilisant aussi le capital du passé ». **Véronique Stéphan**



**Gérard Mestrallet et Henri Guaino**

STÉPHANE CHARPENTIER

## Henri Guaino, invité du premier petit déjeuner politique d'Ipemed

● Le 3 février 2010 s'est tenu, au siège de GDF Suez, membre fondateur d'Ipemed, le premier petit déjeuner politique d'Ipemed. Organisé à l'initiative et en présence de Gérard Mestrallet, PDG de GDF Suez et président du conseil de surveillance d'Ipemed, Henri Guaino, conseiller spécial du président de la République et chef de la mission interministérielle de l'Union pour la Méditerranée, a exposé l'état d'avancement du

projet d'Union pour la Méditerranée, quelques mois avant le deuxième sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UPM, programmé le 7 juin 2010 à Barcelone. Rappelant que la Méditerranée était le « ciment de l'Europe », il a insisté sur la nécessité de voir les entreprises se mobiliser sur des projets emblématiques, notamment au travers du club des chefs d'entreprises méditerranéennes, EMCC, lancé par

Ipemed le 1<sup>er</sup> décembre 2009. Les petits déjeuners politiques d'Ipemed ont pour objectif de permettre à une personnalité politique de premier plan de croiser sa vision politique et stratégique de la Méditerranée avec celle des dirigeants des principales entreprises méditerranéennes, membres fondateurs d'Ipemed. Ils se tiennent trois fois par an et sont réservés aux membres fondateurs de l'Institut.

**IPEMED**

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

**IPEMED** News LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Cécile Jolly, Macarena Nuno, Véronique Stéphan, Pierre Beckouche PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ALCC Imprimerie ABONNEMENTS ET CONTACT: [contact@ipemed.coop](mailto:contact@ipemed.coop) ISSN 2106-8410